

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 3

Vorwort: L'opinion publique suisse et la sécurité en 1999
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Mars 2000

	Pages
Actualité	
■ Opinion et sécurité 1999	3
Politique de sécurité	
■ «Sécurité par la coopération»	8
■ Vérificateurs suisses au Kosovo	11
Armée XXI	
■ Révision partielle LAAM	15
Instruction	
Le nouveau Centre d'instruction de l'armée à Lucerne	18
Droit international	
■ Le Tribunal pénal international	22
Forces aériennes	
■ Recherche et sauvetage au combat	26
OTAN/ Pacte de Varsovie	
■ Les alliances militaires depuis 1945 (1)	31
Histoire	
■ Commandos d'exploration «Golani» (1)	37
Compte rendu	
■ Documents sur l'invasion de la Suisse en 1798	42
Musées	
■ Le Musée d'Arnhem	44
Nouvelles brèves	45
Revue des revues	48
SSO: comité central	I-II
RMS-Défense Vaud	III-VI
Information SOVR	VII-IX

L'opinion publique suisse et la sécurité en 1999

Chaque année, l'Ecole militaire supérieure, en collaboration avec le Centre de recherche sur la politique de sécurité et la polémologie de l'Ecole polytechnique de Zurich, détermine, par des enquêtes, les tendances de l'opinion suisse en matière de défense et de sécurité. Les relevés 1999 ont été effectués par téléphone, entre le début janvier et le début février, auprès de 1201 personnes ayant le droit de vote. Ils ont été répétés au mois d'août, en raison de la guerre en Yougoslavie qui pouvait avoir des incidences sur les attitudes des Suisses¹.

Perception de la sécurité et de la menace

Si 8 Suisses sur 10 se sentaient plutôt en sécurité ou très en sécurité en 1998, leur pourcentage atteint 86% en août 1999, ce qui se justifie par une situation économique qui s'est améliorée. En 1997, à peine plus de la moitié (53%) voyaient avec optimisme le proche avenir du pays; ils étaient 60% en 1998 et 68% en 1999.

Il y a d'importants changements en 1999 dans l'appréciation de la situation internationale: en août, 56% des Suisses s'attendent, soit à une amélioration et à une détente dans les cinq prochaines années, soit à une situation inchangée. Ils n'étaient que 49% dans ce cas en

1998 (48% en janvier 1999). Le soulagement dû à la fin de la guerre en Yougoslavie expliquerait la montée en flèche de cette valeur.

Aucune relation n'existe entre l'appréciation de la situation nationale et internationale et les opinions relatives à la défense nationale (acceptation de l'armée, structures de l'armée et dépenses d'armement). Les personnes, qui ont une opinion plus pessimiste concernant l'avenir de la Suisse ou l'évolution de la situation internationale, ne se distinguent pas par une acceptation plus élevée de l'armée. Ce n'est pas la perception de la menace mais les facteurs marquants de la politique intérieure qui déterminent le degré d'acceptation. Comme en 1998, c'est la police qui bénéficie des valeurs maximales de confiance.

¹ Nous reprenons en le condensant le «Résumé des courants actuels» de Sicherheit 1999. Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbildung im Trend. Hrsg: Karl W. Haltiner, Kurt R. Spillmann, Andreas Wenger. Zürich, Eidgenössische Technische Hochschule, 1999. 185 pp.

Volonté de coopération internationale

69% des personnes interrogées souhaitent un rapprochement avec l'Union européenne (67% en 1998). En janvier 1999, 53% souhaitent un adhésion à l'UE (50% en 1998), en août, il y en a 57%. Si la question de l'adhésion faisait l'objet d'une votation dans les dix ans, 79% (20% de plus qu'en 1997) glisseraient un oui dans l'urne.

L'ONU jouit également d'une popularité croissante. En janvier 1999, 62% souhaitent voir la Suisse membre de cette organisation internationale (59% en 1998); six mois plus tard, le chiffre se situe à 66%. Des troupes suisses de maintien de la paix, opérant dans le cadre de l'ONU, sont approuvées par 69% de la population (+3% par rapport à 1998). Si la votation de 1994 sur la création d'un bataillon de Casques bleus était répétée «dimanche prochain», 66% approuveraient cette proposition, un chiffre qui n'a pas varié depuis 1998.

Quant au rapprochement avec l'OTAN, 47% adoptent une attitude positive; cette tendance s'accroît depuis 1995 (43% en



Dans l'opinion suisse, on trouve toujours que l'on dépense trop pour la défense...

1997, 45% en 1998). Le taux d'approbation n'a pas diminué depuis janvier 1999, bien au contraire. Malgré la guerre en Yougoslavie, il atteint 50% en août.

Comme en 1997 et en 1998, 3 Suisses sur 4 se déclarent favorables à un engagement accru de la Suisse dans les conférences internationales. En revanche, l'enquête de janvier 1999 révèle qu'une augmentation de l'aide au développement est peu soutenue. Seuls 43% l'approuvent, alors qu'en 1998 plus de la moitié des personnes interrogées y étaient favorables. En août 1999, on trouve à nouveau un 50% d'opinions favorables à une telle augmentation.

En janvier 1999, 34% des personnes interrogées acceptent une ouverture de la Suisse en matière de politique extérieure, impliquant des liens institutionnels et des restrictions de la souveraineté (34% en 1996, 29% en 1998). L'ouverture «autonome, douce», sous

forme de rapprochements avec des institutions internationales et supranationales (Union européenne, OTAN), recueillie en janvier 1999 34% d'avis favorables (37% en 1998). Le nombre de partisans d'un «Alleingang» du pays et des opposants aux liens internationaux continue de baisser (31% en 1999 contre 37% en 1998). En août 1999, les partisans d'une ouverture «dure» et d'une ouverture «douce» augmentent légèrement, tandis que les «autonomistes» continuent à perdre du terrain (26%).

Entre 1996 et 1998, le nombre des personnes en faveur d'une ouverture «douce» de la Suisse, c'est-à-dire autonome et non contractuelle, s'est accru de manière constante, alors que l'augmentation du nombre de ceux qui exigent une ouverture «dure» ne s'est manifestée qu'en 1998. Depuis 1994, le nombre des personnes ne désirant pas développer des liens internationaux a diminué de moitié.

(Suite en page 6)

Indice de confiance dans les autorités

	1998	1999
Conseil fédéral	5,80	6,45
Parlement	5,37	5,90
Economie suisse	5,65	6,26

Neutralité

La neutralité, en tant que principe de la politique étrangère et de la politique de sécurité, jouit d'une cote de popularité élevée, cela de manière inchangée. Depuis 1991, elle est en moyenne de 80%. En janvier et en août 1999, aucune baisse n'est enregistrée.

En revanche, les attitudes face à certaines fonctions de la neutralité se modifient. En août 1999, il n'y a plus que 65% des personnes interrogées qui pensent que la neutralité doit rester un moyen prioritaire de la politique étrangère suisse (72% en 1998, 70% en janvier 1999). En août, 35% pensent que notre neutralité empêcherait une adhésion à l'Union européenne (38% en 1998). Pour la première fois en 1999, moins de la moitié des personnes in-

terrogées (46%) sont d'avis que la neutralité armée contribue à la sécurité et à la stabilité en Europe (52% en 1998). Il n'en reste pas moins que 86% des Suisses considèrent la neutralité comme un instrument qui permet à la Suisse de «jouer un rôle de médiateur dans les conflits et d'offrir ses bons offices sur la scène internationale» (85% en 1998).

Coopération internationale en matière de sécurité

La conscience des limites de l'autonomie en matière de sécurité s'accroît. 64% en 1999 (59% en 1998) comprennent que notre sécurité nationale est de plus en plus déterminée par d'autres Etats. Toutefois, seule la moitié des personnes sondées sont convaincues qu'il ne

peut y avoir de paix durable que si tous les Etats européens s'unissent (51% en 1998). On se montre critique quant au renoncement à la souveraineté nationale en faveur d'une unification européenne (refus: 62% en 1999, 60% en 1998).

Depuis 1993, le nombre de ceux qui peuvent imaginer un engagement de soldats suisses à l'étranger, dans le cadre de missions d'appui, avoisine les 40% (44% en 1999). Le nombre de Suisses qui approuvent des engagements pour le maintien de la paix de soldats armés pour leur autodéfense a augmenté (27% en 1997, 35% en 1998, 38% en 1999). En revanche, le soutien apporté à la forme la plus fréquente d'engagements à l'étranger, soit des opérations de combat pour le rétablissement de la paix, est beaucoup moins significatif (6% en 1999, 12% en 1998). Près de 9 Suisses sur 10 sont favorables à une des trois formes d'engagement de soldats suisses à l'étranger, mais les opinions divergent quant à leur forme.

La décision du Conseil fédéral d'envoyer au Kosovo 160 soldats suisses volontaires et non armés (*Swisscoy*) est approuvée par 81% de gens, très ou plutôt d'accord. Seuls 17% y sont opposés. A propos de l'armement de ce contingent, une attitude claire prévaut: 72% soutiendraient un armement pour l'autodéfense, seuls 24% sont d'avis que les soldats suisses devraient rester non armés.

Les formes de coopération avec les armées étrangères, tel-



Pour la majorité des Suisses, il y a incompatibilité entre la neutralité et l'adhésion à l'OTAN.

les que le prévoit le Partenariat pour la paix, reçoivent une approbation croissante, significative et générale. Lors de l'enquête de janvier 1999, presque toutes les formes de coopération sont approuvées dans les mêmes proportions qu'en 1997. L'enquête d'août donne des taux d'approbation encore plus élevés. La proposition d'adapter notre armée, de manière à ce qu'elle «puisse mieux coopérer avec les autres armées européennes» recueille un taux d'approbation en augmentation (63% en 1997, 67% en janvier 1999, 72% en août 1999).

Une coopération avec l'OTAN est commentée de manière plus critique, en raison de la politique de neutralité. Un peu plus de la moitié des Suisses (53%) sont d'avis que la neutralité est compatible avec une coopération avec l'OTAN (73% en 1998).

Défense nationale

Comme en 1997 et en 1998, 7 Suisses sur 10 approuvent la nécessité d'avoir une armée. Une légère hausse est enregistrée dans le premier semestre 1999. L'opinion dépend largement de l'âge des personnes interrogées. Le taux d'approbation chez les jeunes de 18 à 29 ans se situe à 46% en janvier



L'engagement suisse en Albanie (notre photo) ou au Kosovo est approuvé par la majorité de la population.

(57% en 1998), mais remonte en août de manière significative, pour atteindre 60%: conséquence probable de la guerre en Yougoslavie... Chez les jeunes, l'appréciation de l'armée dépend fortement de l'actualité.

La moitié des citoyens préfèrent une armée de milice à une armée de métier. En août 1999, cette valeur est un peu plus basse (46%). Entre 1995 et 1998, il y a eu une augmentation continue du nombre de partisans d'une armée de métier; celui-ci (42%) est légèrement en-dessous de celui de 1998 (44%). Les jeunes de 18 à 29 ans sont davantage en faveur d'une armée de métier

(61% en janvier 1999, 53% en août).

Comme les années précédentes, une majorité de Suisses pensent que l'on dépense trop pour la défense. 53%, en 1999, c'est la valeur la plus basse enregistrée depuis le début des relevés. A la question, posée en août 1999, «Comment voteriez-vous dimanche prochain à l'initiative pour la réduction de moitié des dépenses militaires, 49% (47% en 1998) indiquent qu'ils l'accepteraient «certainement» ou «plutôt certainement»; 42% (48% en 1998) le refusaient «certainement» ou «plutôt».